



MINERAIS

«DE NOMBREUSES VILLES CONVOITENT LE SIÈGE DE VALE»

Président du géant brésilien de Saint-Prex, Renato Neves revient sur le différend fiscal avec la Confédération.

PAR MARY VAKARIDIS

**RENATO NEVES**  
«Tout d'un coup, nous étions devenus des criminels», s'indigne le président de Vale International.

Personne n'avait jamais entendu parler de Vale jusqu'au mois de février 2012. Discret géant de l'extraction de minerai, le groupe brésilien avait établi son centre d'affaires en 2006 à Saint-Prex sans faire de vagues. Mais ce début d'année, la presse révèle un désaccord entre Vaud et la Confédération au sujet des exonérations fiscales dont a bénéficié ce leader mondial. Berne réclame à Vale 212 millions d'impôt fédéral direct. Or le canton est en pleine période électorale et la polémique enfle rapidement autour du sujet sensible des cadeaux fiscaux. La firme a fait l'objet d'attaques virulentes tout l'été. Aujourd'hui, alors que le litige devant les tribunaux se rapproche de

sa conclusion, le président de Vale, Renato Neves, tire les leçons de cette crise.

**Bilan Vale a dernièrement investi 400 000 francs pour encourager la pratique du judo dans les écoles vaudoises et 1,8 million pour soutenir le Festival de Saint-Prex. Est-ce pour redorer l'image de l'entreprise, écornée par l'affaire du différend fiscal?**

**Renato Neves** Certaines personnes font ce rapprochement, mais ce n'est pas le cas. Nous soutenons le Festival de Saint-Prex depuis notre arrivée ici, en 2006. La philanthropie fait

partie de la politique de l'entreprise. Au Brésil, Vale soutient également le sport et la musique. Nous décidons chaque année des montants à investir en fonction de la marche des affaires.

**B Vale joue maintenant la carte de la communication en invitant régulièrement la presse à des repas. Avez-vous modifié votre stratégie ces derniers mois?**

**RN** Au début de la polémique, nous nous sommes abstenus de tout commentaire. Personnellement, je préfère adopter une attitude «low profile». Nous avions

«Nous n'avons trompé personne et agi en toute légalité envers les autorités»



PHOTO: FRANÇOIS WAWRE/REZO

toujours été discrets à Saint-Prex. Mais face à la quantité d'informations fausses qui circulaient nous avons décidé d'ouvrir les portes en grand et multiplié les interviews pour rectifier les faits. Nous avons beaucoup appris de cette crise.

**B Où en est-on dans le litige concernant les exonérations fiscales qui oppose Vale au Seco, le Secrétariat d'Etat à l'économie, à Berne?**

**RN** L'Administration cantonale des impôts doit trancher entre l'exonération à 60 et à 80% sur l'impôt fédéral direct. Je rappelle que Vale a payé quelque 332 millions de francs d'impôts à la Confédération en cinq ans.

**B Vale doit-elle modifier les données de son implantation à Saint-Prex en fonction de cette décision?**

**RN** Sur le fond, non. Il y aura tout au plus des ajustements.

**B Avez-vous été surpris par la virulence des attaques contre Vale?**

**RN** Cela a été une grande surprise, car jusque-là tout s'était parfaitement déroulé en Suisse. Or tout d'un coup nous étions devenus des criminels, et nous trouvions des photographes à nos portes. Ce que nous avons eu le plus de mal à comprendre, c'est pourquoi cette vindicte nous visait nous, Vale. Les entreprises sont nombreuses à bénéficier comme nous d'exemptions fiscales prévues par l'arrêté Bonny. Nous n'avons trompé personne et agi en toute légalité et transparence envers les autorités suisses.

**B Dans le sillage de la polémique, avez-vous été contacté par d'autres villes intéressées à héberger votre siège?**

**RN** De tout temps, les sièges comme le nôtre font l'objet de prises de contact. Les appels ont évidemment redoublé lors de cette crise. Nous en avons même reçu d'autres pays.

**B Pourquoi Vale a-t-elle quitté Bruxelles pour Saint-Prex en 2006?**

**RN** La compagnie étudiait la possibilité de renforcer sa position en Europe, lorsqu'en 2003 le canton de Vaud a approché Vale à Bruxelles. Les exonérations proposées étaient bien sûr intéressantes. Mais il y a des équivalents en Europe. C'est le paquet qui nous a convaincus. Les décalages horaires vers l'Asie et les Amériques

permettent de travailler avec le monde entier sur vingt-quatre heures. La Suisse dispose en outre de compétences établies dans la formation, les télécoms, les services et les infrastructures.

Au départ, il s'agissait seulement d'ouvrir un centre d'affaires de 35 personnes et d'un investissement de 4 millions de francs. Puis, en 2008, la raison juridique est devenue celle d'un siège international. Nous avons ensuite inauguré notre nouveau bâtiment à 50 millions de francs en 2009.

**B Comment voyez-vous l'avenir de la place helvétique comme site d'accueil de sièges de multinationales?**

**RN** A moyen terme, les pressions internationales font que la Suisse devra aligner son offre fiscale sur celle des pays de l'Union européenne, même si elle n'en fait pas partie. Ce nivellement s'effectue à un niveau global. L'Union contrôle ses membres. D'autres paradis fiscaux, comme Singapour, sont aussi dans le collimateur.

**B Et en dehors des conditions fiscales?**

**RN** La région lémanique offre un cadre excellent, très international, avec des prix forts toutefois pour l'immobilier et la main-d'œuvre. Les orientations d'avenir sont du ressort des autorités politiques et du gouvernement. A mon sens, il faut que tout le monde en sorte gagnant.

**B Combien de collaborateurs travaillent à Saint-Prex?**

**RN** Nous employons quelque 115 collaborateurs, pour la plupart hautement qualifiés. Ils sont d'une vingtaine de nationalités, avec un tiers de Suisses et un quart de Brésiliens. Les activités recouvrent notamment les ventes globales ainsi que les opérations commerciales pour le minerai de fer, nickel, cuivre et charbon.

**B Vous collaborez avec l'Ecole polytechnique (EPFL). Est-ce exact?**

**RN** Nous avons sept projets en cours avec l'EPFL, jusqu'à fin 2011, pour un montant de 2,1 millions de francs. Nous travaillons aussi avec l'IMD et d'autres institutions pour des programmes de management dotés de 5,2 millions de francs sur les cinq dernières années.

**B En 2012 Greenpeace et la Déclaration de Berne ont décerné à Vale le Public Eye Award de l'entreprise la plus irresponsable de l'année. Comment réagissez-vous?**

**RN** Ce choix relève d'une vision de l'industrie des matières premières qui remonte aux années 70. Aujourd'hui, sur les gisements qu'elle exploite, Vale s'engage pour la prospérité de tous et le développement durable. La firme investit dans le pays et s'implique dans la communauté. Les sites sont reboisés. La compagnie a mis sur pied des programmes internes pour lutter contre la corruption et les violations des droits humains.

«A moyen terme, la Suisse devra aligner son offre fiscale sur celle des pays de l'UE»



**B L'ancien procureur de la Confédération, le socialiste Dick Marty, appelle à un encadrement légal plus strict des compagnies actives dans les matières premières afin de diminuer le risque de réputation.**

**Avez-vous entendu parler de cette initiative?**

**RN** Vale est gérée de manière parfaitement rigoureuse et ne constitue en rien un risque de réputation.

**B Vous êtes entré chez Vale en 1965 à l'âge de 20 ans. Qu'avez-vous vu changer en quelque quarante-sept ans passés dans la compagnie?**

**RN** Quand je suis entré chez Vale, c'était une compagnie d'Etat qui employait 10 000 collaborateurs. Il y en a aujourd'hui environ 139 000. A l'époque, Vale était tournée en priorité vers l'Allemagne et le Japon, les grandes puissances industrielles d'alors.

**B Aujourd'hui, le Brésil connaît un développement spectaculaire alors que l'Europe est embourbée dans la crise de la dette...**

**RN** C'est vrai. Le Brésil dispose aujourd'hui de la même technologie que les pays occidentaux. L'Europe tourne quant à elle à 70% de ses capacités de production, alors qu'il y a dix ans le continent était au top mondial. Je souhaite vraiment que l'Union puisse préserver ses acquis et retrouver la profitabilité de l'économie. L'avenir est entre les mains des politiques. Et pour le moment on attend toujours que se dessine une direction claire. ■